

T2137-414-5,00 F

ISSN 0026-9433

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
145, rue Amelot  
75011 paris  
tel. 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

N° 414 JEUDI 15 OCTOBRE 1981 5,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## CONFIANCE : JE GÈRE LES INÉGALITÉS !

### Editorial

**L**E Parti socialiste, la gauche et l'extrême-gauche, et les syndicats complices, assurent au patronat une paix sociale de rigueur. La grande information soporifique rend supportable l'inacceptable quotidien. On mesure aujourd'hui les conséquences de l'empressement de ces grands syndicats de gauche à soutenir l'Etat qui ne sera jamais — parce qu'il leur est opposé de nature — celui des travailleurs. Quel empressement à fournir des cadres syndicaux pour étoffer un Parti socialiste encore fragile et jeune ! Non pas jeune dans sa capacité à modeler la société libérale dans le sens de son aménagement, non pas jeune dans sa constance toujours prouvée à trahir les intérêts des exploités, mais encore jeune dans sa composition et dans l'exercice du pouvoir qu'il n'a jamais su d'ailleurs mener au terme du mandat.

Il est temps de faire le bilan de la première rentrée socialiste, une rentrée sans problèmes et sans heurts, la seule depuis des années à ne pas avoir connu de mécontentement organisé.

Cette rentrée est le fidèle reflet d'une société apparemment anesthésiée où les mécontentements ne trouvent aucun canal pour être exprimés puisque les structures en place sont domestiquées. Il n'y a pas pour le moment d'autre voie, tel est le constat.

Le débordement et la spontanéité resteront un mythe tant qu'il n'y aura pas une conscience de classe autonome, une préparation révolutionnaire, une finalité émancipatrice et surtout une volonté déterminée. Les débordements et la spontanéité que nous avons connus ces dernières années — outre leur utilité de nous rappeler que l'action est toujours à l'ordre du jour — ne nous mèneront à rien si un travail minutieux de présence, de non-opportunisme, de dénonciation de l'électoratisme, de gauche ne s'effectue pas.

Les mécontentements informels, épidermiques pourront être capitalisés par une droite aux aguets. Seulement, s'arrêter à ce propos et laisser faire la gauche parce que c'est elle, et que la droite lui impose déjà assez d'obstacles, assure notre propre défaite de travailleurs. C'est bien pour cela que notre action doit être marquée du sceau de nos idées. Un label historique qui ne trompe pas et qui, dans les moments de passions connus par l'histoire, a su inscrire ses plus belles pages et clouer le bec à pas mal de spéculateurs des bonnes places qui cherchent dans les allées du pouvoir leur consécration de politiciens.

Mais les propositions des anarchistes, si elles veulent avoir un succès durable, doivent être le moins possible le dernier recours, être plus qu'un cri de révolte. Il faudrait, pour le succès de nos idées, que le prosélytisme se fasse autant que possible sur la base de la sensibilité et de la sympathie que sur choix conscient des principes de notre éthique et de leurs conséquences révolutionnaires et constructives.

N'ayant jamais spéculé sur aucune élection et sur son résultat, quel qu'en soit le score, nous réservons nos efforts contre le pouvoir en place, nous pensons que dès maintenant il faut briser la paix sociale du contremaître socialiste qui, comme tout contremaître, se trouve entre le marteau et l'enclume, choisissant toujours pour ne pas favoriser sa destruction de servir le plus fort, ici l'Etat.

Rompres la paix sociale et aussi pour les compagnons syndiqués réclamer l'esprit toujours cité mais non appliqué du syndicalisme français d'être indépendant de l'Etat et des partis. Il nous faudra alors aussi dépasser la Charte d'Amiens pour ne pas seulement ignorer les partis politiques, mais les combattre comme des ennemis de classe.



F.P. 2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU  
 ALLIER : MOULIN — YZEURE  
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE — CANNES.  
 ARDÈCHE : AUBENAS  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE  
 DOUBS : BESANÇON  
 EURE : ÉVREUX  
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC  
 HÉRAULT : BEZIERS  
 ILE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : SAINT-ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MOSELLE : METZ  
 NORD : LILLE — VALENCIENNES  
 OISE : CREIL — BEAUVAIS  
 ORNE : ARGENTAN  
 HAUTE GARONNE : GROUPE RÉGION  
 TOULOUSAIN  
 HAUT-RHIN : MULHOUSE  
 RHÔNE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE  
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES  
 VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

### BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY  
 — MASSY-PALASEAU  
 — ORSAY-BURES  
 — RIS-ORANGIS  
 — VILLEJUIF

### BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
 — MONTREUIL, ROSNY  
 — BOBIGNY-DRANCY

### BANLIEUE OUEST

— NANTERRE — LA DÉFENSE  
 — HOUILLES-SARTROUVILLE

### BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN, DOMONT  
 — ARGENTEUIL, COLOMBES  
 — SEVRAN, BONDY

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS  
 — LIAISON DES CHEMINOTS  
 — CERCLE INTER-BANQUES  
 — LIAISON ORTF  
 — LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

### LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois.  
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.  
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.  
 OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême  
 CENTRE : Blois, Châteaurox, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.  
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.  
 RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains.  
 CORSE : Ajaccio.  
 LA RÉUNION : liaison anarchiste.  
 GUADELOUPE : Basse-Terre.

### PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.  
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.  
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.  
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.  
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.  
 Groupe l'entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.  
 Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.  
 Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.  
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.  
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).  
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (14<sup>e</sup>), métro Boucicaud, tous les jeudis de 19 à 20 heures.  
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.  
 Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.  
 Liaison Blois : permanences le jeudi, de 18 à 22 heures, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.  
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23).80.17.09).  
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.  
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.  
 Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.  
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.  
 Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.  
 Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> République) — Tél. : 805.34.08.

### COMMUNIQUÉS

Les libertaires de Laon et proche région intéressés par la propagande de leurs idées peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Nous informons les sympathisants de la région toulousaine que le groupe A. Camus de la Fédération anarchiste vient de naître. Pour tout contact, écrire aux R.I.

Les libertaires du Lot intéressés par la diffusion des idées libertaires peuvent écrire aux RI qui transmettront à la liaison FA du Lot qui reprend ses activités.

Le groupe de Bobigny-Drancy informe les libertaires de la région qu'il tient deux ventes du Monde libertaire : Fort d'Aubervilliers (métro), le mercredi soir de 17 à 18 h; Marché des 4 Routes de Drancy, le dimanche matin de 10 à 11 h 30.

Une liaison de la FA est en formation à Berck, dans le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent la contacter en écrivant aux RI qui transmettront.

Le groupe de Beauvais informe les lecteurs du ML qu'il tient une permanence les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois de 14 h à 18 h, à la Maison de Quartier Saint-Jean. L'adresse du groupe est : APPA, BP 227, 60009 Beauvais Cédex.

La Feuille de désintoxication sociale du groupe FA de Valenciennes est disponible à Publico contre 1,40 F en timbres (pour frais d'envoi).

### AUBENAS

Montage audiovisuel, suivi d'un débat Espagne 36, révolution autogestionnaire, à :  
 — Aubenas : 23 octobre, 20 h 30, à la mairie;  
 — Privas : 26 octobre, 20 h 30, à la mairie;  
 — Villeneuve-de-Berg : 27 octobre, 20 h 30, à la mairie.  
 Avec la participation d'un camarade espagnol ayant vécu ces événements. Organisé par le groupe anarchiste d'Aubenas F.A. Entrée gratuite.

### Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

\* \*

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 55 635  
 Imprimerie « Les marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

### PROCHAINS COURS DE FORMATION DES GROUPES LOUISE-MICHEL ET VARLIN

— Le mardi 20 octobre : Aperçus de l'économie marxiste.  
 — Le mardi 27 octobre : Les principes de l'anarchisme.  
 A 20 heures, au 10, rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>, m<sup>o</sup> Blanche.



Le groupe Eugène Varlin vient de rééditer en fac-similé le N° 1 de L'Anarchie de Libertad Prix 5 F En vente à Publico

### ROUEN

Le mardi 20 octobre à Rouen, à 20 h 30 à la Halle-aux-Toiles, meeting : de l'action directe à l'autogestion, organisé par le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste.

### LE MANS

Le 17 octobre, au Mans, aura lieu la fête du livre. Le groupe local de la FA y animera un stand où Yves Frémion présentera son livre Les Orgasmes de l'histoire réalisé avec Volny.

### RÉGION TOULONNAISE

Le groupe Région toulonnaise organise le samedi 31 octobre à partir de 20 heures à la Salle Art et Culture (quartier Saint-Roch à Toulon), une soirée libertaire avec Richard Martin et La Méthode de Ferré, musique Leda Atomica et Meille chantant Vitton. Stands et buffet. Participation aux frais : 20 francs.

### SEVRAN-BONDY

Le groupe de Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur la prison aujourd'hui, avec la participation de Serge Livrozet, le samedi 17 octobre à 16 heures, au centre Alfa de Bondy, 3, allée des Pensées.

### Sommaire

PAGE 1 Editorial	PAGE 5 L'épuration en rose Du côté des squatters
PAGE 2 Activités des groupes FA	PAGE 6 Informations Internationales
PAGE 3 En bref Immigration... Prostitution... Impôts	PAGE 7 Livres, spectacles, B.D.
PAGE 4 Le cul-de-jatte et la course à pied Grèves à la SNCF	PAGE 8 Le gouvernement socialiste face aux contradictions de la société

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris Tél. 805.34.08
26 n°	95 F	110 F	150 F	
52 n°	180 F	210 F	280 F	
ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F				CCP Publico 11 289 15 Paris

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
(à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien

Reglement (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

**L'affaire de Condé-sur-Escaut :** Franco Pinna et Enrico Bianco ont été remis en liberté, le 5 octobre. Ces deux ressortissants italiens, militants libertaires, étaient en grève de la faim. Sur les sept inculpés détenus, deux restent encore en prison, bien qu'une ordonnance de mise en liberté ait été signée par le magistrat chargé de l'affaire. Il s'agit de Raymond Delgado et de Floréal Cuadrado.

Parce que Maurice Joyeux a écrit : « ... Mauroy seul semble différent de ce ramassis de politicards cuits dans leur jus depuis plus de vingt ans... », les pisse-copies du *Meilleur* en ont fait un beau titre : « Mauroy plaît aux anars ». La place d'un tel journal est plus dans des chiottes que dans un kiosque.

« Pallaques » est une association créée par des femmes prostituées qui veulent s'en sortir sans forcément passer par Lourdes. On peut les contacter à Pallaques, 6, rue Frochot, 75009 Paris, tél. : 282.01.87. D'autre part, elles éditent un périodique, *L'Echo du macadam* (2, rue des Colonnnes, 75002 Paris). Le prochain numéro sortira bientôt.

Un insoumis, Alain Térissé, après six mois de prison, a bénéficié de la loi d'amnistie. Mais il a reçu le 1<sup>er</sup> octobre une nouvelle feuille de route et depuis... il a entamé une grève de la faim dans la prison du 68<sup>e</sup> régiment d'artillerie à Phalsbourg (57370). Des lettres de soutien seront les bienvenues.

Suite de la liste des spectacles se déroulant au profit d'Amnesty International, dans le cadre de son vingtième anniversaire : Vendredi 23 octobre, A Toulouse : Robert Charlebois et F. Béranger, Halles aux grains, à 21 heures. A Paris : Pierre Barouh, au Capitain-Vidéo à 21 heures. Samedi 24 octobre, à Bordeaux : Robert Charlebois et F. Béranger, à l'Alhambra à 21 heures. A Paris : Jacques Higelin au pavillon Baltard à Nogent à 21 heures.

L'une des composantes du scoutisme français (cinq en tout), les Scouts de France, a fêté son 60<sup>e</sup> anniversaire les 3 et 4 octobre derniers. Vingt mille jeunes fidèles étaient présents pour entendre notamment notre ministre de la Jeunesse, Edwige Avice, estimer que : « Ce mouvement était indispensable à la société » et assurer que « son ministère fera tout pour encourager ses efforts. » « Vous êtes, a-t-elle dit, un mouvement de loisirs, mais aussi pédagogique, et c'est votre vertu essentielle. Votre projet de rendre l'enfant artisan de son propre développement n'a pas pris une ride. »

Rappelons les cinq points caractérisant « leur pédagogie ouverte » : développer la santé, affirmer le caractère, acquérir des compétences, apprendre à vivre avec les autres et rencontrer Dieu.

On se demande en quoi l'enfant décide seul de son propre avenir.

Si on ne récite plus la prière dans la plupart des camps, on lui substitue un temps de réflexion religieuse : « Sur mon honneur, avec la grâce du Seigneur, je m'engage à servir de mon mieux Dieu, l'Eglise et mon pays... ». L'éducation chrétienne n'est pas prête de s'éteindre, on le voit bien. Tous les moyens, toutes les méthodes sont employés avec la plus pure démagogie pour canaliser et freiner toute évolution.

Que ce soit au travers de divers mouvements associatifs, par le biais des prétes-ouvriers ou les dernières déclarations du pape sur la reconnaissance du droit de grève sous certaines conditions (après que l'Eglise ait fustigé les mouvements ouvriers et porter la responsabilité de massacres sociaux), la religion semble se métamorphoser et cette réalité doit nous renforcer dans notre combat anticlérical.

Relations extérieures.

IMMIGRATION

Les problèmes restent !

Les modifications apportées au projet gouvernemental

Le projet de loi relatif aux « conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France » (voir ML n° 413) s'est finalement révélé vraiment trop coercitif puisqu'il a même rebuté le groupe parlementaire socialiste qui lui reprochait d'être par trop éloigné des positions affichées jusque là par le PS.

d'expulsion ou de refoulement demeure, et les barrières aux frontières sont renforcées !

Les étrangers en situation irrégulière

Mais c'est la régularisation de la situation de certains immigrés qui risque, dans les prochains mois, de soulever les problèmes les plus épineux. La procédure exceptionnelle de régularisation qui a été mise en place depuis deux mois s'avère être un duperie totale, car elle impose aux travailleurs immigrés de fournir un certificat de travail pour régulariser la situation avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982, date après laquelle les expulsions pourront reprendre ! Or, beaucoup d'immigrés sortent de ce cadre, en dépit de la modification adoptée le 29 septembre (3), soit parce qu'ils sont intérimaires, soit parce que les patrons, qui profitent justement de cette situation irrégulière, refusent de leur fournir un certificat de travail, soit enfin parce que les immigrés eux-mêmes craignent de faire les démarches auprès de l'administration (attitude bien compréhensible lorsqu'on sait les rapports qu'ils ont eus jusque là avec les flics et l'administration !). Le résultat est éloquent : dans l'Essonne, par exemple, 60 dossiers seulement sur 2 000 actuellement examinés, entrent dans le cadre de la circulaire ! La bataille promet donc



Disposition centrale du projet gouvernemental, c'est sur la procédure d'expulsion (1) que les divergences étaient les plus profondes. Le PS lui reprochait, en effet, de lier une expulsion à une condamnation. Finalement, par un distinguo des plus jésuitiques, un accord est intervenu qui scinde l'article litigieux en deux :

— D'une part, l'expulsion peut être prononcée par le ministre de l'Intérieur « en cas de menace grave pour l'ordre public » ;

— D'autre part, elle ne pourra l'être qu'en dehors de cas précis dans lesquels l'expulsion est impossible (2) et parmi lesquels (subtile nuance !) figure celui des étrangers qui ne font pas l'objet de la condamnation prévue dans le projet initial (1).

Enfin, l'assemblée a abrogé la loi Bonnet dans les départements d'Outre-Mer.

Les députés votent et les problèmes restent !

Il est indéniable que la nouvelle loi, telle qu'elle a été modifiée par l'assemblée représente un progrès par rapport à la loi Bonnet. Il est tout aussi vrai que les deux autres lois adoptées dès le 29 septembre relatives aux « travailleurs immigrés en situation irrégulière » (3) et aux associations étrangères (4) améliorent la situation des immigrés.

Il n'en demeure pas moins que la procédure exceptionnelle d'expulsion demeure ! Et, malgré les déclarations gouvernementales tendant à en réduire le champ d'application aux seuls « espions et aux hommes vraiment dangereux », la notion même de « nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique » existe toujours. Et nous savons fort bien, en dépit de toutes les déclarations de principe, ce que peuvent devenir de telles notions toujours susceptibles d'être appliquées à ceux qui gênent l'ordre étatique, en cas de tension politique ! De même, l'interne-



d'être rude jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 82 et plus dure encore après cette date ! Et, bien que certains militants socialistes désirent aller plus loin, le problème se pose ainsi : jusqu'où le gouvernement socialiste voudra-t-il aller et surtout jusqu'où la bourgeoisie le laissera-t-elle aller !

Groupe Kropotkine (Argenteuil)

(1) L'article 3 du projet initial prévoyait l'expulsion « si la présence sur le territoire français d'un étranger condamné définitivement à une peine égale ou supérieure à une année d'emprisonnement sans sursis constitue une menace grave pour l'ordre public. »

(2) Les cas principaux prévus par la loi concernant les étrangers mineurs et ceux qui résident en France depuis l'âge de 10 ans ou depuis plus de 15 ans.

(3) Ce texte tend à alourdir les sanctions contre les patrons qui emploient des étrangers en situation irrégulière et à garantir les droits de ces derniers. D'autre part, ce texte dispense les réfugiés de l'obligation de solliciter une carte de travail.

(4) Les associations étrangères sont désormais soumises aux mêmes règles que les associations françaises (loi 1901).

PROSTITUTION

L'émancipation des prostituées sera l'œuvre des prostituées elles-mêmes !

Le 5 octobre, des prostituées de Paris et de province ont convoqué une conférence de presse pour présenter l'association qu'elles ont créée : Pallaques. Pourquoi pallaques ? Ce mot qualifiait dans la Grèce antique les femmes qui s'occupaient du corps des hommes, contrairement aux hétéraïes qui en satisfaisaient l'esprit.

Le but de cette association est la « réinsertion » (en attendant de trouver un autre mot, précisent-elles) des femmes prostituées. Fait notable, elles en ont assez qu'on s'occupe d'elles et que, sous couvert d'aide, des associations bien-pensantes, des groupements politiques et la clique des curés les façonnent à leur image. Alors, foin des dames-patronesses et autre MLF, elles ont décidé de prendre leur avenir en main : « nous sommes des femmes de la rue qui veulent la quitter. » Et c'est bien ce qui ressort des préambules des Pallaques.

« Les membres fondatrices de Pallaques ont constaté à bien des reprises que de nombreuses femmes prostituées hésitent à confier la charge de leur éventuelle « réinsertion » aux associations institutionnalisées qu'elles soient publiques ou privées. Les femmes prostituées ressentent l'assistantat proposé, non comme une libération, mais comme une honte et expiation, elles ne sont, de plus, pas en état, en raison de la position de demande, d'accepter avec un esprit critique le matraquage moralisateur et confessionnel. Elles ne veulent plus s'entendre qualifiées de « délinquantes », « débauchées perverses », entendre des discours sur le « péché », la « réhabilitation », le « relèvement ».

La « réinsertion » n'est ni une « résurrection » ni la « réhabilitation » telle que les autres la

voient. Elles veulent gérer elles-mêmes leur choix de vie : choix de rester dans la marginalité ou de sortir de la marginalité. Ce choix ne peut être exercé à bon escient et au bon moment que par les prostituées elles-mêmes, car elles connaissent les règles de l'anti-société qu'elles veulent quitter. Il est grand temps que la place des gens de bonne volonté soit définie et ait pour résultat d'aider véritablement les femmes prostituées qui ont fait leur choix personnel, à éviter les pièges tendus par une société qui entend maintenir l'anti-société et y maintenir les femmes prostituées, malgré leur choix. »

Faut-il rappeler que lorsqu'une femme veut quitter la prostitution, les seules offres d'emplois auxquelles elle doit postuler sont celles de femmes de ménage ; dans le meilleur des cas : caissières. Mais que jamais — et cela quel que soit le niveau d'études, les possibilités de formation, etc. — on ne proposera à une prostituée qui veut s'en sortir un boulot intéressant.

Deux mille ans de matraquage judéo-chrétien ont fait qu'on veut bien avoir comme bonne à tout faire une ancienne prostituée — n'est-ce pas mesdames les grandes-bourgeoises-dames-de-charité — mais de là à voir en elle un individu capable de devenir avocat, assistante sociale ou prof, faut pas y penser. La charité chrétienne, et celle de certains mouvements féministes et/ou politiques sont d'abord une tentative de récupération teintée de sadisme, « il faut leur faire expier leur péché ».

A cela, certaines femmes prostituées disent non, et le discours ne suffisant pas, elles veulent agir par elles-mêmes. Bonne chance.

Jocelyne FONLUPT

IMPÔTS

La gauche et les impôts locaux ou la démagogie organisée

À gauche et la droite sont bien les mêmes faiseurs de politiciens. A Saint-Etienne, la constatation s'impose.

Lors des dernières élections municipales, le PC se servit d'une revendication de la population pour se faire élire. Revendication qui portait sur les impôts locaux beaucoup trop élevés. Mais voilà, le passage des discours aux faits fut tout autre. La première année, la nouvelle équipe organisa des réunions avec la population pour expliquer qu'elle ne pouvait réduire la taxe locale d'habitation parce qu'elle n'avait pas voté le budget.

La deuxième année, des discussions eurent encore lieu, mais là, la plaisanterie ne fit plus

rire personne. En effet, les HLM de la cité de transit étaient classés « zone résidentielle », les impôts ne pouvaient donc baisser. Ces messieurs « les ouvriers » habitent dans des quartiers de luxe ! Ils doivent donc payer. Faut le faire, non ?

La troisième année, ils nous disaient qu'il fallait absolument que la gauche passe aux élections présidentielles.

Les politiciens de quelque bord qu'ils soient, c'est bien la même racaille. C'est pas les trucs de la politique qui changeront quelque chose à nos problèmes.

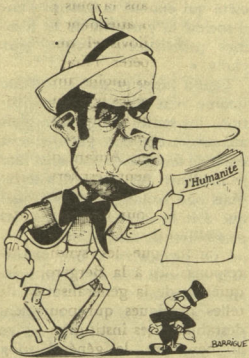
Le seul changement possible pour les municipalités, c'est qu'elles soient gérées par tous les habitants.

Eugène VERGELAS

P.C.F.

## LE CUL-DE-JATTE ET LA COURSE À PIED

**A** PRÈS Jean Ellenstein en octobre 1980, puis quelques mois plus tard, certains militants signataires de la pétition « pour l'union dans les luttes », Henri Fiszbin et le groupe fondateur de « rencontres communistes » viennent à leur tour d'être exclus de fait du Parti communiste français. Exclue de fait, cela signifie que la procédure légale (statutaire) d'exclusion n'est pas respectée et que les exclus n'ont pas la possibilité de se défendre par rapport



aux accusations qui sont portées contre eux. Le fin du fin, donc, en matière d'exclusion, car on réussit le tour de force d'exclure sans exclure tout en excluant ! Une méthode radicale pour se débarrasser des emmerdeurs ! Une pratique désormais chère au cœur de la direction du Parti communiste français qui peut ainsi répéter à qui veut l'entendre ce que Georges Marchais disait déjà en 1978 avec tout le cynisme qu'on lui connaît : « Au PCF, les militants qui critiquent la ligne du parti ne seront pas exclus. » Amusant !

Concrètement, les choses se sont passées de la manière suivante : depuis 78, et plus précisément depuis la rupture de l'union de la gauche, Henri Fiszbin, secrétaire de la fédération de Paris du PCF, membre du comité central et député, contestait le virage sectaire qu'était en train de prendre son parti. Pour lui, la direction du parti commettait une erreur lourde de conséquences en s'engageant sur cette voie, et il estimait de son devoir de militant communiste de tout faire pour tenter de redresser la situation.

Bien sûr, les sanctions ne manquaient pas de pleuvoir sur le bouillant secrétaire de la fédération parisienne. Dans un premier temps, on suspendit la caution de *Paris-Hebdo*, l'hebdomadaire de sa fédération. Pour des raisons de déséquilibre financier, cela va sans dire. Ensuite, on « démissionna » carrément Fiszbin de son poste de secrétaire fédéral... pour raison de santé. Un petit retour à la base, n'est-ce pas, cela n'a jamais fait de mal à personne et en général, ça calme les esprits ! Manque de pot, Fiszbin n'était pas du genre à céder à cette sorte de pressions et il persévéra dans ses critiques. Pour avoir les coudees plus franches, il démissionna même du comité central en octobre 79 et depuis l'élection de Mitterrand, il se fit de nouveau remarquer en créant « Rencontres communistes » avec

un certain nombre de militants qui attribuaient à l'actuelle direction du parti la responsabilité de l'échec enregistré par le PCF aux dernières présidentielles. Le but de « Rencontres communistes » et de l'hebdomadaire qui en naquit était simple : il s'agissait de regrouper tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'étaient pas satisfaits de la stratégie mise en place ces dernières années, afin de provoquer un grand débat à l'intérieur du parti et peser ainsi sur le déroulement et l'issue du 24<sup>e</sup> congrès. Bien évidemment, devant un tel danger, l'appareil du PCF ne pouvait pas rester les bras croisés. Ce fut donc l'exclusion de fait.

Le 2 octobre, avant même la réunion du comité central des 8 et 9 octobre, le secrétaire du PCF publiait dans *L'Humanité* un communiqué « pète-sec » déclarant que : « ... les animateurs de « Rencontres communistes » ayant instauré dans le parti une activité de tendance totalement contraire aux statuts qui fondent l'appartenance au PCF... le comité central ne peut que constater que les membres du collectif qui ont créé « Rencontres communistes » se sont mis d'eux-mêmes en dehors du parti. » Et hop, le tour était joué, le parti n'avait nul besoin d'exclure Fiszbin et les animateurs de « rencontres communistes », ce qui aurait entraîné un débat d'idées, ils s'excluaient d'eux-mêmes. Bien sûr, la ficelle est un peu grosse et personne ou presque n'a été dupe de la manœuvre. On se trouve bel et bien en présence d'une exclusion pour opinions politiques non conformes à celles de la direction du parti. Mieux, depuis l'éviction de Doriot avant la guerre, on n'avait pas vu d'exclusion de cette ampleur. Trente militants, pour la plupart des personnalités du parti, cela n'est rien. Là n'est cependant pas le plus important.

Tout d'abord, cette exclusion de fait qui évite soigneusement la procédure d'exclusion légale (statutaire) est d'une telle mau-



vaise foi qu'elle ne va pas manquer de susciter, dans l'ensemble du PCF, un fort courant de sympathie à l'égard des exclus. On leur reproche en effet d'avoir formé une tendance à l'intérieur du parti en regroupant des militants sur un programme politique précis dans le but d'accéder à la direction des affaires. Pour qui connaît un peu « Rencontres communistes », cette accusation ne résiste pas dix secondes. « Rencontres communistes » regroupent en effet des militants d'opinions diverses, voire contradictoires, et leur seul point commun est d'être critique vis-à-vis de l'équipe Mar-

chais. A l'évidence, tout ce que souhaitent ces militants, c'est qu'un débat s'instaure dans le parti sur la stratégie mise en place ces dernières années. Ça ne va pas plus loin. Au bout du compte, l'exclusion de fait de Fiszbin et de ses amis sera donc perçue, elle est déjà perçue comme telle, comme une manœuvre de la direction visant à étouffer un débat lors du 24<sup>e</sup> congrès, et donc à empêcher qu'une certaine démocratisation s'instaure dans le fonctionnement du parti.



Ensuite, et cela est loin d'être négligeable, par son ampleur et par la manière dont elle s'est déroulée, l'exclusion de Fiszbin et de ses petits camarades témoigne de la profondeur du malaise qui affecte actuellement le PC. De plus en plus, les militants renacent à avaler les couleuvres que la direction du parti cherche à leur faire avaler, ou plutôt que de s'éclipser discrètement sans faire de bruit pour aller pleurer dans un coin, ils n'hésitent plus à poser crûment et publiquement les problèmes.

Enfin, et c'est sans doute la principale leçon à tirer du dénouement de ce que l'on a appelé un instant « l'affaire Fiszbin », celle d'exclusion démontre, s'il en était besoin, que le PCF demeure ce qu'il a toujours été, et que son évolution vers la transparence d'une espèce de démocratisation relève à l'évidence de l'utopie la plus irréaliste qui soit. Parti totalitaire jusqu'au bout des ongles, le PCF ne peut pas tolérer que l'ombre même d'un débat s'instaure en son sein. Ce serait la négation même de son être profond dont Philippe Robrieux a si bien mis à jour les principaux ressorts (1).

C'est ainsi, le fascisme rouge ne se réforme pas. Il se combat et il se détruit. Cela, et c'est à ce niveau que réside tout le pathétique et le dérisoire des efforts de ceux qui viennent de se faire exclure, Fiszbin et ses amis ne sont pas compris, et je doute fort qu'ils le comprennent un jour. Ils ont essayé de pousser le PCF sur la voie de la « démocratisation ». Ils se seraient contentés d'un cheminement au petit trot. Ils avaient simplement oublié un détail : à ce niveau, le PCF a toujours été le cul-de-jatte et en conséquence, en petites foulées ou à grandes enjambées, la course à la « démocratisation » est pour lui chose impossible.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Histoire intérieure du Parti communiste français, par P. Robrieux, éd. Fayard.

## DANS LES LUTTES

### GRÈVES À LA S.N.C.F.

**A** PRÈS le 10 mai, de nombreux travailleurs espéraient le changement rapide de leurs conditions. Après l'illusion : la réalité. Seuls les gouvernants ont changé, l'austérité de gauche est aussi amère à avaler que celle de droite. L'attentisme a trop duré, les mesures financières du 1<sup>er</sup> juillet n'ont pas effacé les revendications, les inégalités restent criardes et les discours de façade qui invoquent si facilement un retour de la droite ne peuvent convaincre les électeurs piégés.

En fait, le PS-PC ne désirent pas changer de système, il s'emploie ouvertement à gérer le capitalisme — une social-démocratie à l'allemande apparaît comme un but. Il suffit d'écouter les arguments du pouvoir pour justifier le revirement des socialistes sur le nucléaire. De la même façon, les appareils syndicaux et politiques de gauche sont bien tolérants sur l'aggravation du chômage et de l'inflation. Le gouvernement table sur la résignation des électeurs, je souhaite qu'il soit déçu. Du fait même qu'il y ait pouvoir, hiérarchie, il y a opposition d'intérêts, l'Etat Mitterrand ne peut rien apporter aux travailleurs. Les cheminots, notamment, ont compris qu'ils ne pouvaient rien attendre des politiciens et que seule la prise en charge de leurs intérêts par l'action directe paie face à tous les discours endormeurs du pouvoir. Puisque la seule réponse du ministre des Transports, M. Fiterman, face aux revendications est de rejeter la responsabilité sur les directeurs régionaux et de mettre en avant le fait que la SNCF est autonome, et qu'il n'incombe pas au ministre des Transports d'intervenir dans ces conflits. Belle échappatoire !

Des mouvements se sont déclenchés à la SNCF dans plusieurs régions, surtout dans la catégorie des roulants qui attendaient des améliorations à l'échelle de la mise en service du TGV et de la mise en place de nouveaux roulements d'hiver. Quelle déception ! La politique commencée par la droite se poursuit sous un gouvernement de gauche. La base CFDT a réagi en convoquant des assemblées générales locales, régionales, pour impulser une unité d'action. Nouvelle déception, les autres centrales syndicales sont restées muettes et absentes. Face à cette situation, quelques directions régionales ont accepté des négociations et lâché quelques miettes espérant ainsi accentuer la division qui existe entre syndicats, pour éviter un mouvement national. Le plus étrange est de trouver des propositions identiques du côté de la direction comme du côté de la CGT. A Saint-Lazare, Nantes, Amiens, les cheminots ont obtenu immédiatement des satisfactions locales spécifiques. Par contre à Paris-Est, les grévistes CFDT, CGT, ont occupé les voies, bloquant l'ensemble du trafic. Le lendemain, de nouvelles négociations se terminèrent tard dans la nuit, amenant quelques progrès. Les grévistes reprenaient le travail le 24 septembre. A Belfort, les agents du dépôt s'étaient mis en grève avec

occupation des locaux du 27 septembre au 2 octobre ; ils ont obtenu des améliorations dans les roulements et l'assurance que l'avenir du dépôt n'était pas remis en cause. A Paris Sud-Est, seule la CFDT avait déposé un préavis de grève du 25 au 29 septembre, la CGT s'étant retirée sur le seul fait de promesses de négociations pour janvier 82 de la part de la direction. A Bordeaux, au départ, la grève était unitaire (CFDT, CGT, FGAAC) ; à partir du 2 octobre, la CGT et la FGAAC renonçaient à la grève, malgré le vote de l'assemblée générale. Toutefois, quelques satisfactions ont été obtenues. A Fiers où la direction désirait supprimer deux postes, le personnel de l'exploitation a bloqué durant une semaine la voie, avec occupations de locaux de la direction régionale de Rouen. Les négociations ont permis de réintégrer les deux postes. Vendredi 9 octobre, des départs de grèves touchaient la catégorie du matériel à Cap Nord, dans les ateliers, ainsi qu'à Epinay où il y avait blocage des voies et occupation de la direction.

A Toulouse, l'unité a joué, malgré les directives d'attentisme de la CGT ; en effet, de nombreux militants de la CGT ont rejoint le mouvement comme à Bordeaux.

Les cheminots commencent à tirer des conclusions sur les actions passées et en cours. Entre autres : seule l'action directe est payante ; il ne faut rien attendre du gouvernement ; il existe des difficultés de mobilisation par la faute d'une politique de diversion des directions qui trouve des échos à la CGT.

Actuellement, la SNCF propose 39 heures sur la table des négociations de la nouvelle réglementation ; la CGT 38 heures, mais elle accepte le processus des négociations sur les 39 heures, de même que les autres centrales syndicales. Par contre, la CFDT a demandé de nouvelles assemblées générales, locales, régionales, pour mandater des responsables face à la nou-



AFP

velle situation de blocage employée par la direction.

En fonction de ce bilan, de nouvelles menaces de grèves se précisent, notamment à Dijon où le personnel roulant incite au redémarrage de la grève.

La nouvelle radicalisation des luttes et leur naissance à la base sont des faits importants auxquels il faut prêter une grande attention.

F.P. (Groupe du 11<sup>e</sup>)

POLITIQUE INTÉRIEURE

L'ÉPURATION EN ROSE

C.F.

locaux du 27 octobre ; ils ont des déclarations dans l'assurance-pompes funéraires n'était pas Paris Sud-Est, avait déposé un du 25 au 29 de promesses pour janvier de la direction au départ, la (CFDT, CGT, du 2 octobre, SAAC renommé malgré le vœu général. Tous les satisfactions. A Fiers où il faut supprimer le personnel de l'exécution pendant une occupation de la direction. Les négociations de réintégration vendredi 9 octobre de grèves de la matière dans les ateliers de la y et de la CGT.

**L**A victoire de Mitterrand d'abord, puis la marée rose qui a investi par la suite le palais Bourbon, ont amené un profond bouleversement dans la composition, non seulement politique, mais aussi sociale du personnel dirigeant français. Si le changement de ce point de vue a été « radical », la prise en main de tous les autres rouages de l'Etat (police, armée, administration, information) s'est montrée pour l'instant plus discrète sur certains points, brutale sur d'autres, mais toujours conforme à cette logique étatique que nous, anarchistes, connaissons bien et qui amène le Parti socialiste en tant que nouveau pouvoir à mettre en place une hégémonie la plus étendue possible sur l'ensemble de la vie politique et sociale du pays. Avant même la réalisation de telle ou telle réforme, le PS a donc commencé par mettre « ses hommes » à la tête des principaux organismes politiques et administratifs.

Epuration et colonisation des « postes-clés » sont donc les deux faces d'un même processus de prise en main de l'Etat de la part des socialistes. Comme tout « nouveau pouvoir », il est confronté aussi aux résistances des cadres de « l'ancien régime » et l'histoire passée nous enseigne que pour mieux asseoir leur *podestatos*, les nouveaux doivent pactiser avec les anciens. Mieux encore, c'est en annexant une partie de ceux-ci qu'ils pourront se maintenir durablement au pouvoir et ponctuellement, une fois encore, le « retournement de veste » ne s'est pas fait attendre sans besoin que les socialistes forcent la main. Le passage dans l'autre camp facilite ainsi la transition entre ancien et nouveau pouvoir sans qu'il y ait rupture

sinon de l'appareil institutionnel, tout au moins de l'appareil étatique. Mais pour que cela soit le cas, faudrait-il encore qu'il y ait changement de régime et non pas révolution de palais !

Jusqu'à maintenant, la gauche, pendant ses brefs passages au pouvoir, n'a jamais eu le temps d'imposer ses hommes à une droite récalcitrante, confiante dans l'échec prévisible à terme de ces expériences. Cette fois-ci, par contre, la gauche semble en avoir les moyens, mais elle n'en apparaît pas moins tirailée par des considérations diverses qui l'amènent à « ménager » une partie de l'ancien personnel dirigeant pour ne pas brusquer les choses et se préserver l'avenir. Ainsi, Mitterrand pourra se vanter, lors de sa prochaine intervention officielle de ce que le pouvoir socialiste n'a pas été à l'origine d'épurations massives comme cela avait été le cas avec Pompidou ou Giscard, bref, qu'on s'est contenté du « strict nécessaire ». Aveux surprenants dans la bouche du président de la République qui reconnaît par là qu'il dispose des hommes ni plus ni moins que comme par le passé la droite, c'est-à-dire d'en haut, à partir d'une logique et suivant une pratique qui montre, si encore il en était nécessaire, comment aucun processus de changement réel n'a été mis en marche de l'élection de Mitterrand. En plus de ça, on fait de l'œil à la droite à laquelle on demande d'être reconnaissante envers les socialistes qui n'ont pas encore abusé de leur pouvoir !

Si on regarde de près les cas d'épurations socialistes, les mesures prises, au lieu de ressembler à des sanctions politiques, ont souvent pris l'allure d'« aménagements » de l'ancien cadre et non

pas de rupture. Ainsi, les 52 préfets limogés un mois après la victoire électorale ou les 14 recteurs d'académie qu'on a remplacés (ce qui concerne plus de la moitié des rectorats), ne constituent pas forcément des « sanctions » compte-tenu du fait que dans la plupart des cas, il s'agissait soit de promotion, soit de déplacement ou alors de « démissions ».

Le cas des sociétés de production de la radio et de la télévision nous fournissent des indications précieuses sur les « audaces » ou les « craintes » du nouveau

regime. On sait que de tout temps, en France, l'Etat a tenu à établir des relations de tutelle institutionnelle avec les médias. La réforme de 74 sauvegardait juridiquement l'information radio-télévisée des interventions directes du gouvernement. Le poids de l'Etat, dans le domaine, en fait, a toujours continué à être prédominant. Après la victoire socialiste, tous les présidents de ces sociétés ont été changés : les trois chaînes de télévision, ainsi que *Radio-France* ou l'INA.

Quelques têtes sont aussi tombées, comme celle d'El Kabbach pour Antenne 2. La situation est cependant loin d'être tranchée. Dans la plupart des cas, il s'agit là aussi de « démissions volontaires » assorties de compensations pécuniaires très importantes de plus de centaines de millions d'anciens francs (ex. El Kabbach ou Claude Lemoine) ou alors de recyclages dans d'autres postes haut placés.

On est donc loin, même dans ce domaine, d'une épuration suivie d'une colonisation socialiste

main. Et pour s'en donner les moyens, le pouvoir n'a pas hésité à pousser « la base » à demander ce que les socialistes ne pouvait obtenir directement. Le ministre de l'Information Fillioud, avant même les résultats du 2<sup>e</sup> tour, avait souhaité le départ volontaire des présidents de chaînes, en s'appuyant sur les mécontentements des rédacteurs. Et après le 2<sup>e</sup> tour, il n'a pas hésité à revendiquer pour les journalistes le droit d'être responsables dans le traitement de l'information. Mais une fois l'objectif pour obtenir une passation de pouvoir « sans histoire » atteint, le gouvernement s'est empressé de désavouer ces journalistes qui voulaient avoir un droit de veto sur l'élection de leurs dirigeants. Et dans la plus parfaite continuité, en attendant la réforme de l'audiovisuel qui devra « tout » récupérer, l'Etat socialiste n'en a pas moins unilatéralement nommé les nouveaux PDG sans se soucier le moins du monde de ce que la « base » prévoyait en penser. Autant dire que le gouvernement s'est servi d'une sanction dite « démocratique » de la base pour mieux imposer sa politique.

Tandis que les syndicalistes responsables à la Bergeron s'inquiètent de la généralisation de telles pratiques qui pourraient déstabiliser les institutions, bien au contraire, la généralisation éventuelle de tels « tribunaux populaires » dans les entreprises nationalisées ou les administrations par exemple ne pourrait qu'aboutir à des résultats semblables si la lutte contre l'ancienne direction politique ou patronale ne s'accompagne pas de la lutte contre la nouvelle.

M. G. (groupe Varlin)



en pleine règle, d'autant plus que d'autres comme Cavada, tout aussi compromis avec « l'ancien régime » restent encore à leur poste. Fillioud, dans une interview, avait déclaré qu'il ne forçait personne à partir, qu'il s'agissait là d'un problème de conscience, mais qu'il fallait « tenir compte des changements intervenus », bien entendu.

Ces signes prouvent que les socialistes n'ont pas encore tout à fait les moyens pour imposer leurs hommes du jour au lende-

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

DU CÔTÉ DES SQUATTERS



AFF

ocage em- bilan, de grèves se nt à Dijon plant incite grève. sation des à la ba- importants une gran- pe du 11<sup>e</sup>)

**L**E festival Tuwat devait s'inscrire violemment dans Berlin. En fait, la ville consacrée comme une pestiférée n'a connu que quelques soubresauts. Les objectifs du mouvement Tuwat - squatters, autonomes - semblaient reprendre des thèmes identiques à la rencontre de Trieste et de Bologne 77. Pour l'anecdote, la rencontre de Trieste s'était terminée par une bagarre générale où le pauvre Basaglia eut deux côtes cassées.

Du fait même de sa composition, le mouvement autonome apparaît plus marginal, plus issu du sous-prolétariat, son spontanéisme et son refus d'organisation étaient plus manifestes que les années précédentes.

Les idées-charnières, pour cette démonstration internationale de septembre, se définissaient ainsi : concrétiser la solidarité internationale et provoquer, accentuer une situation de rupture, sans oublier un renouveau de la campagne anti-impérialiste américaine.

Avant de tirer un bilan, il est utile de rappeler les quelques événements qui ont jalonné cette fête. Sans conteste, les deux

moments forts du mois ont été la manifestation pacifique du 1<sup>er</sup> septembre qui rassemblait un mélange hétéroclite d'organisations syndicales et politiques. D'entrée, les Tuwat se sont portés en tête de la démonstration où ils rassemblaient un million de sympathisants prêts à animer le cortège et en découdre avec la police. Précisément, il est intéressant de lire le compte rendu des journaux français qui reprennent en fait l'analyse des journaux du groupe Springer (bête noire du mouvement Tuwat, style sensation forte jouant sur la sécurité) qui considèrent avec anxiété ce mouvement comme un nouveau ferment du terrorisme et résumant l'action des Tuwat et des bris de vitrines, sans oublier la drogue (voir *Le Matin de Paris*).

Une mise au point est nécessaire par rapport à la drogue. Effectivement, ces dernières années, le mouvement « Autonomie » a eu des liens étroits avec elle par l'utilisation de l'héroïne, du fait de certaines analyses stipulant la vertu révolutionnaire de l'héroïne (du moins le geste). Désormais, la situa-

tion est nette, la drogue a détruit toute capacité chez ses utilisateurs et les a inscrits dans une dépendance passive. Beaucoup d'individus sont tombés ainsi dans les mailles de la police. Actuellement, aucune drogue n'est tolérée dans les squatts. On est donc loin de l'image que donne *Le Matin de Paris* du 19 septembre. L'autre point fort fut la manifestation anti-Haig du 13 septembre qui a rassemblé plus de 60 000 personnes. Mais le programme Tuwat ne se limitait pas aux manifestations. En effet, il s'est tenu tous les jours au Cuckoo, centre Tuwat situé dans Kreugberg, lieu privilégié des squatters, des rencontres, débats après projections de films traitant de l'expérience de l'autonomie en Allemagne, des moyens d'action sociale, des prisonniers politiques, du nucléaire, des auto-réductions... ainsi que des pièces de théâtre alternant avec des concerts gratuits la plupart du temps. Malheureusement, le nombre des participants n'a pas été à la hauteur des espérances des organisateurs. La solidarité internationale a fait défaut : quelques squatters français notam-

ment les « Vilins », quelques Hollandais.

Il est peut-être malheureux de dire que la mort de Hans Jürgen Rattay, lors d'une expulsion de squatts par la police sur ordre du nouveau maire CDU (Union démocratique chrétienne) de Berlin, accroîtra plus le sentiment de solidarité que le déroulement même de la fête. Il reste les craintes de la police et des autorités allemandes face à l'ampleur grandissante du mouvement radical Tuwat, surtout dernièrement avec la prise de position du gouvernement ouest-allemand sur la bombe à neutrons et les euro-missiles qui ne fait que justifier l'emprise des USA sur la politique du pays.

Le dialogue n'est plus possible entre deux mondes totalement différents. Même le courant alternatif représenté au Parlement de Berlin semble ridicule dans la comédie parlementaire.

Face au mépris du gouvernement, la grogne gagne même les plus pacifiques. De l'éclatement à la violence, nombreux sont ceux qui suivent ce chemin. De nouvelles flambées de violence surgiront du

fait même que la Fraction Armée Rouge reste un élément mythique et souvent présent dans les discussions.

Le problème demeure identique : le terrorisme désespéré entraîne le renforcement du contrôle de l'Etat sur chaque individu ; les campagnes de délation instaurées durant l'époque Baader-Meinhof ont permis de refaire tous les fichiers de la police (deux millions d'individus).

Ce phénomène de délation demeure très ancré dans le schéma mental des Allemands (1).

La collaboration avec l'appareil répressif n'est pas un vain mot puisque plus de 3 000 personnes à Berlin vont chaque soir à des cours enseignés par la police berlinoise.

F. PLASMAN

(1) Grâce au matraquage intensif de la TV avec ses jeux policiers de délation, et les campagnes de presse désignant la Fraction Armée Rouge comme capable de déstabiliser la RFA et de remettre en cause le niveau de vie des Allemands.



# informations internationales



## GRÈCE

### DANS LES PRISONS GRECQUES, TOUJOURS LA TORTURE !

**E**N mai et juin derniers, les lecteurs du *Monde libertaire* découvriraient avec stupeur et colère le sort qui était réservé aux prisonniers politiques et de droit commun en Grèce. (voir ML 402, 404, 405 et 406).

La conférence internationale contre la répression (qui eut lieu à Paris le 23 mai dernier) allait pour la première fois briser le silence, si bien entretenu par la plupart des médias de droite comme de gauche. La Fédération anarchiste débutait immédiatement une campagne de solidarité envers les camarades grecs. Quelques mois plus tard, il était intéressant de faire le point sur cette situation si dramatique. Un voyage en Grèce nous a permis de rencontrer quelques camarades grecs. Voici leurs témoignages :

— Sophie Kyritsis : Philippos — mon mari — et moi avons été arrêtés en mars 78. J'avais alors 18 ans. L'accusation était tout à fait fantaisiste : détention de cocktails molotov, ou ces cocktails ont été découverts dans les parties communes de l'immeuble que nous habitons alors, rien ne prouvait donc qu'ils nous appartenaient. En fait, le pouvoir venait de faire voter une loi anti-terroriste et il lui fallait justifier cette loi en montrant à l'opinion publique que le danger terroriste existait réellement, et pour cela trouver des « terroristes ». Enfin, nous étions connus pour nos activités anarchistes. Lors du procès, nous avons totalement refusé ce simulacre de justice : refus de participer, refus d'accepter les avocats commis d'office, nous nous sommes contentés de lire une déclaration. Le verdict fut très lourd : Philippos fut condamné à 9 ans de prison ferme, moi-même à 5 ans. Pour ma part, j'ai été libérée il y a un mois, suite à une grève de la faim suivie par quatre prisonniers politiques (dont Philippos, Jean Scandalis — arrêté suite à l'assassinat par la police en 78, de Thyronis, militant défendant ses propres théories, parfois

prison. Je pense qu'il y a aujourd'hui neuf prisonniers politiques toujours incarcérés. L'une de nos revendications est leur libération immédiate.

Dès le début de mon incarcération — j'étais alors la seule prisonnière politique — on interdit aux autres prisonnières de communiquer avec moi sous peine d'alourdir leur dossier judiciaire. Je risquais sans doute de les contaminer. Ne pouvant trouver le sommeil, je réclame un somnifère. Le médecin m'oblige à prendre régulièrement une pilule sous peine de me refuser tout somnifère : « C'est cela ou rien ! ». Je refuse au début, puis épuisée, je dois accepter. Je me retrouve alors gisant sur le sol, à demi consciente, sans que personne ne s'occupe de moi. Je comprends alors que l'on essaie de faire naître en moi une accoutumance à ce médicament. On m'interdit également toute correspondance, toute lecture, toute rencontre avec mon mari.

Au début, Philippos est dans la même prison que moi, mais vite il est transféré en un autre lieu où il subit de nombreuses tortures. La loi grecque permet pourtant aux époux incarcérés de se rencontrer, mais là encore cette loi est bafouée. Nous entamons alors une grève de la faim (il y en aura bien d'autres, dont une qui durera 61 jours !).

Ces grèves de la faim qui réclament de meilleures conditions de détention n'aboutissent malheureusement pas, ou le temps de quelques jours pour nous faire cesser la grève, mais vite la répression redevient la même. La dernière a pourtant abouti à ma libération (il y a un mois), mais c'est que ma vie était en danger. Pendant quelques jours, sept prisonnières de droit commun se sont jointes à ce mouvement; des textes rédigés par d'autres droits communs ont également circulé, des textes de soutien, bien sûr. C'était la seconde fois qu'une solidarité « politiques-droits communs » se mettait en place. En effet, en avril 1981, une nouvelle grève de la faim avait réuni de nombreux prisonniers (dont une majorité de femmes).

— *Le Monde libertaire* : Et le soutien ?

— Sophie : Nous ne sentons que très peu le soutien du dehors ou alors il faut qu'une grève de la faim arrive aux plus graves extrémités. Ensuite, et très vite, le mouvement s'essouffle à nouveau. Ce sont la plupart du temps les anarchistes qui sont à l'origine de ces mouvements, ensuite, ils sont suivis ou pas... Le soutien international est capital lui aussi. Il faut continuer

non pour des actions violentes. Bref, la division reste. Division aussi dans les formes de protestation : les politiques pratiquent surtout les grèves de la faim; les révoltes des droits communs sont plus spontanées : bris de matériel, battre un gardien, etc.

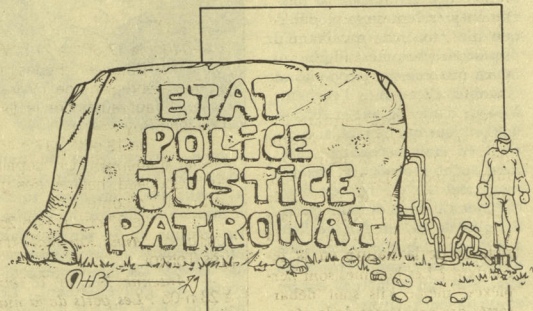
De plus, une partie des droits communs a pris conscience de ce problème et s'est montrée solidaire des politiques. Elle a subi de graves tortures.

libertaires, de nombreux bombages, des livres anarchistes dans les librairies... et pourtant, il n'y a pas de mouvement anarchiste organisé.

Yola et Nicolas (militants anarchistes) : Voici notre problème principal. Nous sommes nombreux à porter de l'intérêt à l'anarchisme, mais malheureusement, bien peu voient l'anarchisme dans sa globalité et ressentent le besoin d'une organisation permanente. Il y a aussi la répression très dure qui revient régulièrement. Enfin, le mouvement est très jeune et n'a pas de tradition, ou alors il faudrait remonter en 1915. Les camarades d'alors sont morts dans les années 40. Les idées libertaires ne sont réapparues qu'après 1968. Donc aujourd'hui, il n'existe que des regroupements ponctuels autour de journaux, de revues, autour de la lutte de soutien aux prisonniers aussi.

Malgré ce manque d'organisation, chaque fois que le mouvement anarchiste organise quelque chose, il le fait avec succès, ainsi, en 1978, un meeting a réuni cinq mille personnes.

Témoignages recueillis par Marie-Jo et Jean-Michel (liaison Noyon)



les actions de pression (collages, envois de télégrammes, etc.).

— *Le Monde libertaire* : Que peuvent changer les prochaines élections ?

— Sophie : Elles ne changeront rien aux problèmes, tout juste peut-on espérer une amnistie de certains prisonniers. D'ailleurs ce sujet est totalement ignoré lors de la campagne électorale, que ce soit par Caramanlis (le Giscard grec actuellement au pouvoir), mais aussi par la gauche : le PASOK, PS de Papan-dréou, ou le KKE, PC grec. Quant à moi, après ces dures épreuves, je connais de graves problèmes pour me réinsérer dans la vie de tous les jours.

— Jean (il appartient au Comité de soutien aux prisonniers politiques et de droit commun en Grèce) : Le problème principal est le manque de contacts entre les prisonniers et l'extérieur, même si Katarina Hiatropoulos, avocate et responsable de la revue *De la prison* s'efforce d'établir le contact avec la réalité des prisons. Cela fait croire à ceux qui sortent qu'il n'y avait aucune solidarité, ce qui n'est pas exactement vrai. J'ai été moi-même arrêté en février 1981. En prison, les politiques rencontrent aussi de nombreux problèmes pour communiquer avec les droits communs. N'oublions pas que ce sont ces derniers qui subissent les tortures, les punitions les plus graves, répression encore accrue lors des périodes de révolte. Les prisonniers politiques bénéficient en effet d'un statut privilégié, car il y a un certain respect pour leur instruction. Enfin, ils sont incarcérés pour leur propagande écrite et orale, et

Fin mars 1981, un grand pas était fait : un meeting a lieu au théâtre Gloria d'Athènes (organisé par la revue *De la prison*), trois mille personnes y participent. Ils peuvent pour la première fois y entendre des prisonniers de droit commun témoigner. Ce sera aussi la naissance du Comité de soutien aux prisonniers qui tentera de créer un mouvement plus général, c'est-à-dire ajouter aux revendications matérielles (nourriture, etc.) des revendications plus larges comme la suppression des prisons disciplinaires à régime encore plus dur (comme celle de l'île de Corfou).

La situation dans les prisons devient ensuite particulièrement agitée. De plus, à Athènes, plusieurs manifestations réunissant jusqu'à quatre mille personnes crient leur solidarité envers tous les prisonniers. Les droits communs se sentant alors soutenus ont radicalisé leurs révoltes, ils se sont déculpabilisés, ainsi les solutions de désespoir (suicide) laissent peu à peu place à la lutte.

Suite à ces protestations, le ministre de la Justice visite les prisons, admet (enfin, ce qui est déjà un succès !) qu'il existe un malaise et promet une réforme. Depuis, on attend... avec en plus les élections qui bloquent tout... Il faut dire aussi que le personnel pénitentiaire est resté le même que sous la dictature des Colonels, ce qui explique certaines choses. Quant à l'entrée de la Grèce dans la CEE, cela n'a rien changé du tout.

— *Le Monde libertaire* : Quand on est en Grèce, on sent une bonne présence des idées

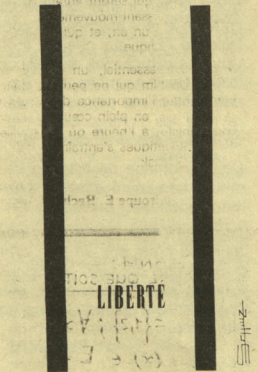
## Amérique latine

L'industrie de guerre nous dévore — « La dépense mondiale en armement et préparation à la guerre en 1979 et début 80 était d'un million de dollars à la minute. Rien que ce chiffre pourrait nous permettre de construire mille salles de classe pour trente élèves chacune; son total annuel assurerait des édifices scolaires pour le monde entier. Les pays en voie de développement, avec plus de la moitié de la population mondiale ont plus de 20% de personnes sous-alimentées; 50% manquent d'eau potable, bien qu'ils en possèdent; 50% d'analphabètes avec une moyenne d'âge supérieure à 15 ans; 55% de chômeurs et de sous-emplois et 60% manquent de soins médicaux.

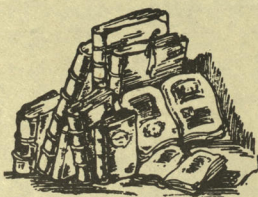
Les Etats-Unis et l'URSS privilégient les dépenses pour l'armement, mais le drame se situe dans les pays du Tiers-Monde qui, depuis 1977, dépensent dans l'armement six fois plus qu'ils n'investissent dans la Santé et deux fois plus que dans l'Éducation.

La militarisation et l'industrie de guerre créent des emplois pour maintenir dans l'oppression les chômeurs. »

(Bulletin AIT — février 1981)



flous mais nettement anti-étatiques, Kyriacos Miras et moi-même). Lors de cette grève, nous avons d'ailleurs fait paraître un texte levant le voile sur les conditions de détention dans les prisons grecques et réclamant la fin de la torture. J'ai donc été libérée, mais les autres restent en



Le livre de la semaine  
par  
Maurice JOYEUX

## L'Espace de la Mort

par Michel Ragon

Editions Albin Michel

MICHEL Ragon a soutiré son dernier livre *L'Espace de la Mort* d'une phrase *Essais sur l'architecture, la décoration et l'urbanisme funéraire*, et cette phrase donne la véritable dimension de l'attitude de l'homme devant la mort et souligne les philosophies successives qui ont présidé aux rites qui accompagnaient le défunt au cours de son dernier voyage.

De tout temps, la mort a intrigué et effrayé les hommes, et ceux-ci ont essayé d'évacuer le cadavre à moindre dommage pour les vivants, en l'enfouissant profondément ou en le soustrayant à la vue. C'est à ces précautions qui ont conservé les squelettes que nous devons de connaître les hommes de la préhistoire de l'humanité. L'ouvrage de Ragon passe en revue tous les rites funéraires qui, depuis les temps les plus lointains, ont accompagné les cérémonies religieuses, et cela nous vaut une œuvre d'une extrême richesse et un cours magistral sur l'évolution de la pensée philosophique devant la mort.

En réalité, et derrière les incantations les plus délirantes, il semble bien que le souci principal des vivants ait été de se débarrasser des morts en les enfermant dans une cellule bien close, en surchargeant leur sépulture de pierres, en leur fournissant un riche mobilier funéraire, en inventant les prières à la divinité, de façon à les escamoter. Et lorsque certains d'entre eux, au caractère fallacieux, viendront hanter les vieilles pierres et rôder la nuit dans les corridors, la tête recouverte de l'inévitable drap blanc, tout sera fait pour les renvoyer d'où ils viennent.

Mais Ragon n'est pas seulement un philosophe, c'est également un poète et un écrivain de la pierre, et il va nous décri-

re avec un luxe de formules le monument funéraire à travers les âges et nous en donner la signification, ce qui confère à son ouvrage un caractère historique.

Ce qui peut être le plus passionnant dans ce livre, c'est l'évolution rapide au cours de ces dernières années des cérémonies religieuses qui, non seulement évoluent, mais précèdent même l'évolution de la pensée sur ce sujet grave qu'est la mort. Evolution qui conduit à la fois à rationaliser l'entassement des dépouilles, tout en conservant un certain nombre de gadgets auxquels personne n'attache plus aucune signification.

Mais il est vrai, constate Ragon, que le problème essentiel reste l'espace de la mort. Que faire du mort ? Le manger, l'enfouir, le brûler, le jeter à la mer, l'embaumer, le déposer dans le sol afin qu'il contribue à la richesse de la nature en la fécondant ? Les hommes sont perplexes, même s'ils sont débarrassés des problèmes de la résurrection et du problème de l'âme qui ont longtemps empoisonné les vivants. Pourtant, à notre époque, si on nait beaucoup, on tue beaucoup, ce qui pose des problèmes de planification que la divinité elle-même n'avait pas prévus.

Bien sûr, en conclusion de son livre, Ragon nous offre une explication qui m'est restée dans la gorge, mais n'ai-je pas dit qu'il était poète ? Alors ? Alors lisez ce livre qui, contrairement à ce qu'on pourrait croire, est un livre réjouissant qui se termine par cette phrase qui nous ramène au temps où l'homme était directement aux prises avec la nature : « l'espace de la mort, dans cette perspective, serait tout l'espace puisqu'il ne ferait qu'un avec l'espace de la vie ».

Le Printemps de Pékin (1978-1980)	29 F	Livres en vente à Publico
Prisonnier de Mao, de J. Pasqualini	52 F	
La Tragédie de la révolution chinoise (1925-27), de H. Issac	90 F	
Radio privée, radio pirate, F. Ténot	40 F	
Cahiers de doléances des femmes (1789)	70 F	
Les Enfants de Juscate, C. Olivier	40 F	

## SÉLECTION



— France-Culture : le 16 oct. à 20 h : *Fernand Léger, le primitif des temps modernes*. Le centenaire des grands peintres contemporains.

le 17 oct. à 16 h 20 : *Les Açores, îles célèbres et méconnues*.

le 20 oct. à 14 h 45 : *L'Eglise polonaise dans la crise. Les rapports entre Solidarité, l'Etat et l'Eglise*.



— TFI : le 17 oct. à 21 h 30 : *Jacquou le Croquant*. Reprise de la plus célèbre série de TV française. Il faut aussi lire le livre d'Eugène Roy.

le 19 oct. à 17 h 45 : *Paroles d'hommes*. Un copain, Henri Gougaud, habitué des galas du ML, raconte.

le 20 oct. à 14 h 25 : Feuilleton : *Anna Karénine*, d'après Tolstoï.

— Antenne 2 : le 16 oct. à 23 h 05 : *Les ports de la nuit*. Le dernier film de Carné-Prévert pour lequel Kosma composa *Les Feuilles mortes*.

le 20 oct. à 16 h 35 : *Itinéraires : Les Qui-lapayun*. Quand musique et politique font bon ménage.

le 20 oct. à 20 h 40 : *Dupont Lajoie*. Le film d'Yves Boisset sur le racisme.

— FR3 : le 15 oct. à 20 h 30 : *Pat Garret et Billy le Kid*, de Sam Peckinpah, avec une musique de Bob Dylan.

le 18 oct. à 18 h 25 : *Monsieur de Pourceaugnal* de Molière.

le 20 oct. à 20 h 30 : *La Machine à explorer le temps*. Un classique de science-fiction.

le 21 oct. à 20 h 30 : *Trente hectares de bonne terre*. Le conflit ville-campagne.

Y. P.

## Radio-Libertaire

Tous les jours (sauf le dimanche)  
de 18 à 22 heures  
Sur 89,5 MHz



Radio-Libertaire —  
La voix sans maître

Tous les jours sauf le dimanche,  
sur 89,5 MHz

LES problèmes techniques sont résolus depuis jeudi dernier, les auditeurs ne devraient plus avoir de problèmes pour capter Radio-Libertaire.

Nous sommes en mesure d'annoncer l'accord de Renaud d'une part et de Bernard Lavilliers d'autre part, pour participer en tant qu'invités à Radio-Libertaire. Dès que nous connaîtrons la date de leur passage, nous les communiquerons sur l'antenne et dans *Le Monde Libertaire*. D'autre part, Jean-Roger Caussimon nous a dit qu'il reviendrait; en effet, les ennuis techniques ont empêché beaucoup d'auditeurs d'écouter l'émission dans de bonnes conditions.

Le jeudi 15, notre invité sera Gérard Comte, auteur du livre : *Eléments pour l'histoire de la Commune dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement*. Le vendredi 16, Max Roy Carrouges, chanteur espérantiste sera avec nous dans le studio. A ce propos, rappelons que notre camarade Yves Peyraud assure une rubrique espérantiste d'une heure chaque vendredi, de 20 h à 21 h, et Pascal une rubrique de cinéma les mercredis.

Nous consacrerons l'émission du samedi essentiellement aux commentaires sur l'actualité de la semaine écoulée et à l'audition de disques.

Le mercredi 21 octobre, notre invité sera Michel Ragon, à propos d'urbanisme et d'architecture.

Nous remercions les auditeurs qui ont déposé disques et cassettes au 145, rue Amelot, et rappelons qu'à cette même adresse, on peut se procurer des cartes de soutien à Radio-Libertaire. Elles coûtent 70 francs, sont valables 12 mois, et elles sont indispensables pour notre financement.

Pour l'équipe de Radio-Libertaire  
Jocelyne

## Cinéma



## L'Homme de Fer d'Andrej Wajda

L'HOMME de fer, palme d'or du festival de Cannes. C'est là au moins un hommage que le monde du cinéma se devait de faire à Andrej Wajda pour son courage film sur les profonds événements sociaux qui secouent la Pologne depuis un an.

Après *L'Homme de marbre*, qui dénonçait le stakhanovisme polonais en pleine période stalinienne, Wajda nous offre là un poignant récit sur cette lame de fond qui s'est levée depuis un an en Pologne et qui fait que, désormais, tout ne sera plus jamais pareil de l'autre côté du rideau de fer.

Reprenant le thème du journaliste en quête de vérité, déjà développé dans *L'Homme de marbre*, Wajda mêle agréablement et magistralement le roman au fait réel, l'histoire au témoignage.

Un film sur les événements de Gdansk et la révolte du peuple polonais contre la nomenklatura communiste risquait fort, restant simplement au stade du film « militant pur et dur » de sombrer dans la description lassante et les discours politiques. Rien de tel dans *L'Homme de fer*. Wajda nous dépeint un journaliste miteux, mais malgré tout sympathique, manipulé par l'Appareil, qui, télégué par ses supérieurs, doit s'introduire dans les chantiers Lénine en grève et établir un dossier sur le leader du mouvement, dossier qui servira à discréditer le mouvement et son leader et qui interviendra dans de futures provocations contre le mouvement populaire.

Avec ce journaliste, nous découvrons petit à petit cette réalité odieuse de la bureaucratie communiste, de l'Appareil et de ses manipulations, de ces si-

nistres responsables pris par la panique d'avoir un jour à perdre leur position de nouvelle classe dirigeante. Face à cette pourriture, Wajda nous montre un peuple en mouvement qui se lance dans une formidable aventure et qui décide de marcher seul en créant ses propres structures d'auto-organisation à travers les syndicats libres et ce qui deviendra Solidarité, un peuple qui se lève, ne se rend pas compte que pour venger les ouvriers tombés sous les balles des chars de la milice communiste pendant les événements de 1970 et 1976. Tout cela s'alterne judicieusement pour tenir en haleine le spectateur 2 h 30 durant.

Tout y est. Y compris Wajda qui occupe sa place d'acteur comme les autres, comme ces centaines d'ouvriers des chantiers navals qui, à la demande de Wajda, recréeront l'histoire une seconde fois pour les besoins du film. Tout y est retracé avec minutie et avec passion : les révoltes étudiantes de 1968, puis ouvrières de 1970 qui diviseront et déchireront les travailleurs, les hésitations et les incompréhensions entre les divers secteurs sociologiques, entre les diverses régions, tous ces tâtonnements qui seront autant de répétitions au puissant mouvement qui a pris corps, il y a un an, et qui a atteint sa maturité politique.

Un film essentiel, un film à voir. Un film qui ne peut qu'aider à comprendre l'importance de ce qui se passe là-bas, en plein cœur du monde communiste, à l'heure où les fusiliers marins soviétiques s'entraînent dans la baie de Gdansk.

Patrick  
(Groupe E. Reclus d'Angers)

LEÇON 1:  
QUEL QUE SOIT x ...

$$\forall i \in \{1, 2\}; \forall x \in E_i$$

$$S_0(x) \in E_{3-i}$$

$$R(x, y) \Rightarrow R(S_0(x), S_0(y))$$

$$\forall i \forall x \in E_i, \exists y \in E_{3-i}; x R y$$

Evariste Galois  
et  
Touret

## SOCIAL

## Le gouvernement socialiste face aux contradictions de la société rongée par la crise économique !

**H**ÉSITANT, tâtonnant, le gouvernement de Pierre Mauroy met en place les mesures destinées à juguler la crise, à limiter l'inflation, à stopper le chômage, à maintenir la monnaie, à contenir l'évolution des salaires, à assurer la reprise économique. Son problème n'est pas simple. Faire — je ne dirais pas une politique socialiste —, mais une politique de justice sociale dans le cadre d'une société dont le profit reste le moteur, et qui est frappée de plein fouet par la crise économique, semble une gageure ! Il est loin le Programme commun, approche déjà louvoyante d'un changement de société. Coincé entre les bornes infranchissables de la société capitaliste et libre-échangiste, ce gouvernement est obligé d'avoir recours aux mesures qui s'apparentent de plus en plus à celles définies autrefois par Poincaré, reprises par Pinay et auxquelles monsieur Barre fit un sort, compte-tenu, bien entendu, de la conjoncture. Ces mesures : blocage des prix, limitation de la progression des salaires, encadrement du crédit, dévaluation, etc., sont classiques. Elles ont été proposées par tous les grands argentiers du système depuis le début de ce siècle dans tous les pays économiquement développés chaque fois que les contradictions du système imposaient soit une guerre, soit une crise. Elles furent efficaces lorsqu'il s'agissait, pour les Etats impérialistes, de se disputer des marchés qui s'ouvraient librement aux produits manufacturés. Elles sont dérisoires lorsqu'il s'agit de s'implanter dans les pays qui ont aujourd'hui des techniques appropriées, des matières premières et des capitaux qui leur permettent de construire leur propre économie.

J'écrivais, il y a quelques semaines dans les colonnes de notre journal, que dans le cadre d'un régime de hiérarchies économiques, il n'y avait pas d'autre politique que celle de monsieur Barre. Que cette politique était logique si l'on voulait conserver le système du profit capitaliste, et en somme je disais : « Messieurs les socialistes, si vous voulez conserver les structures économiques du système, vous serez obligés d'en accepter les lois. En essayant d'introduire un peu de socialisme dans les rouages de l'Etat capitaliste, vous le déstabiliserez sans avantage pour personne, ni pour les classes possédantes, ni pour les travailleurs. Le système capitaliste n'est pas fait pour ça ! » Et aujourd'hui, le constat que fait le gouvernement Mauroy, c'est qu'en charge d'un Etat capitaliste en crise, il est obligé d'avoir recours à des méthodes que le maintien du système impose ! Il n'y a pas de politique Barre, il n'y a qu'une seule politique avec des variantes d'écoles, pour empêcher ce régime durement frappé par la crise de se désagréger. Cette politique, qui fut celle de Barre et celle de Delors, est celle de tous les gouvernements de l'Europe avec lesquelles elle ne diffère que par des aspects

techniques imposés par le moment ou par le milieu. Mais il faut bien convenir que cette incohérence dans la pensée, de désordre dans l'action, ce désarroi dans les faits, dont fait preuve le gouvernement Mauroy, se justifie ou plutôt s'explique par celui d'une population qui lui fournit ses électeurs et qui lui impose ses doutes, ses irrésolutions, ses craintes.

Ce mal, que je signalais, ne ronge pas seulement le Parti socialiste, mais toute la classe politique de ce pays. Elle le sent bien. Personne, dans le cadre du système, ne peut faire sauter le goulet d'étranglement qui enserre lentement la société capitaliste du profit, et dans ce sens, les amis de Mauroy ont raison de dire que leurs difficultés, ils les ont héritées de la gestion précédente Barre-Giscard, gestion catastrophique mais qui leur a permis, avec l'aide de Chirac bien sûr d'accéder au pouvoir. Chacun aujourd'hui se renvoie la balle, en s'appuyant sur sa clientèle, dans l'espoir d'une revanche politique qui laisserait intacte un problème économique de dimension mondiale qui, de toute façon, imposera une nouvelle donne des cartes ! Cependant, ce combat de coqs entre les tenants du système et ceux qui l'acceptent avec résignation en attendant je ne sais quel miracle qui ne peut venir que d'une révolution profonde qu'ils font tout pour éviter, n'est pas sans intérêt !

La suppression de l'anonymat sur les échanges de l'or, pratiquée d'ailleurs dans la plupart des pays de l'Europe occidentale, comme le médiocre impôt sur les fortunes, ont arraché le masque de ces politiciards qui sont les clients de la droite, des affaires et des profits juteux. Pour n'en citer qu'un, le plus dégoûtant de tous, ce Monory (oui, vous savez ce garagiste ministre de l'économie dans l'ancien gouvernement qui prévenait sa bonne femme chaque fois que le prix de l'essence allait monter qu'elle achète avant la hausse). Ce Monory donc, personnage flasque, défenseur de la liberté des prix (comme on le comprend), avec quelques autres, hurle à la mort devant des mesures modestes que prend le gouvernement Mauroy et qui ne risquent pas de mettre en danger le capital, mais à en limiter le profit. Ces porcs gras à souhait, auraient, en d'autres temps, fini accrochés à une poterne; aujourd'hui, ils sont « d'opposition ! » D'opposition à quoi ? A un régime qui conserve les prébendes en s'essayant à en modérer les effets. Opposition à tout ce qui peut les gêner pour entasser leurs écus sur les bords du lac Léman.

La presse, celle qui vous permet de faire l'économie du papier hygiénique, a embobiné le pas aux grands de l'opposition. Pas toute. La grande, voir du côté de *France-Soir*, est devenue gouvernementale (subvention oblige). Mais cette presse, si elle ne se détermine pas à partir d'opinions politiques (tout le monde a cessé de croire à ces bali-

vernes), est obligée de tenir compte de l'opinion publique de façon à avoir suffisamment de lecteurs (et de lecteurs influents) pour que le publicitaire crache au bassin. La presse donc reflète d'une certaine manière le désordre que cette fin de société suscite chez chacun d'entre nous.

Pour se rendre compte de ce désarroi qui a gagné toutes les classes de la société, il suffit de prendre en exemple le problème délicat de l'énergie.

La logique n'est pas au monde ce qui est le mieux partagé, présente la sagesse des nations ! Cela n'est jamais si vrai que lorsqu'il s'agit de ce problème délicat, l'énergie dont dépend, je ne dis pas nos conditions d'existence, mais nos modes d'existence, ce qui est bien différent. Laissons, si vous le voulez bien cette pan-

pi dans sa culotte; le peuple voudrait conserver, voire améliorer, ses conditions d'existence sans être tourmenté par les tracas que lui cause l'approvisionnement énergétique. Il ne veut pas de centrales atomiques dans son environnement, mais il veut de l'électricité sur son évier ! Le peuple est délicieux d'inconséquences. Oui, bien sûr, on lui a promis tout cela... et la lune en plus.

Eh bien au peuple qui ne veut rien entendre de ce qui trouble ses petites habitudes, il faut le dire : l'énergie nucléaire est dangereuse, mais elle est indispensable pour conserver à la population, au moins pour un temps, ce cadre de vie auquel il tient. L'énergie issue du pétrole est chère, elle contribue à diminuer la compétitivité des produits fabriqués à partir de son emploi, donc elle pèse sur les salaires.



talonnade parlementaire des neuf, des six ou des quatre centrales nucléaires, pantalonade qui est le reflet de l'irrésolution et de la médiocrité des analyses de la direction du Parti socialiste, et que l'électorat explique.

Le problème est clair ! Pour vivre dans le cadre économique qui est le nôtre, avec son système de profits qui alimente les hiérarchies de salaires et de revenus, et je rappelle que les générations nouvelles n'en ont pas connu d'autres, il nous faut de l'énergie. Cette énergie, dans les conditions actuelles des techniques, ne peut nous être fournie que par le pétrole ou par le nucléaire ! Les autres énergies sont simplement complémentaires, qu'elles relèvent du passé ou du futur. Le problème à résoudre est simple. Il faut le regarder en face. Le pétrole est cher, le nucléaire est dangereux. Et quel que soit le système en place, ce problème il faudra le résoudre. Comment ?

Le peuple, qui est un peu naïf, voudrait limiter les achats de pétrole qui font fuir les devises, appauvrissent les collectivités et limitent son salaire; le peuple voudrait modérer la construction de centrales nucléaires dont l'évocation lui fait faire pi-

à une évolution vers le nucléaire « sûr » qu'imposera la conjoncture. Le Larzac comme Plogoff n'ont été que des symboles d'une vie différente à construire en-dehors du système. La logique veut que le choix se fasse entre une vie différente, entre une économie différente, entre un système de valeurs différent de celui qui est le nôtre aujourd'hui !

Comme les socialistes, les écologistes trichent ! Le choix n'est pas le choix sur un principe, mais un choix quantitatif pour retenir ou gagner des électeurs. En réalité, le choix n'est pas pour ou contre le nucléaire. De toute façon, le maintien du système capitaliste imposera soit le pétrole, soit le nucléaire, avec leurs inconvénients ! Le choix est entre un système dont le profit est le moteur et qui nécessitera une débauche d'énergie que seul, dans la conjoncture technique actuelle le nucléaire peut maintenir, et une société différente, une économie différente, une production différente et une distribution du revenu national, fruit du travail collectif, répartie autrement.

Pourquoi veut-on nous limiter à proposer des solutions dans le cadre d'un régime, alors que l'on sait que toutes ces solutions se rejoignent forcément dans le souci de conserver les différences de classes. Et il faut constater que c'est le peuple lui-même qui ne veut rompre ni avec ses habitudes, ni avec ses espoirs d'être bénéficiaire des hiérarchies qui veulent nous contraindre à trouver une solution à un régime usé jusqu'à la corde et qui a fait son temps. Le peuple, secoué par les convulsions du système, cherche la quadrature du cercle; c'est-à-dire une stabilité que l'expansion du système ne peut plus lui procurer. Il rêve à une évolution idyllique qui lui ferait faire l'économie d'une révolution avec toutes les transformations brutales que cela suppose. Mais justement, seules ces transformations brutales peuvent permettre de poser les multiples problèmes de la société, dont l'énergie n'est qu'un des aspects sur un terrain différent.

Oui, il faut le lui dire au peuple... Désolé, mais il n'y a pas de solution au dépassement de l'économie dans le cadre de la société capitaliste, toute solution, aussi originale soit-elle, si elle reste dans le cadre du système, convergera obligatoirement vers le même but : augmenter les profits de la classe dirigeante, donc avoir recours aux sources d'énergie quel que soit le caractère néfaste. Je voudrais, pour bien me faire comprendre, reprendre une image dont je me suis déjà servi dans ces colonnes : les hommes qui se sentent à l'étroit dans leur logement peuvent toujours changer les meubles de place, ils n'agrandiront pas leur demeure. Il ne leur reste qu'une solution raisonnable : aller habiter autre part ! Et c'est ailleurs que dans le bricolage du système capitaliste que les hommes doivent chercher une solution au problème de l'énergie.

Maurice JOYEUX